

DISCOURS DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING À YVETOT, SUR L'ENJEU DU DEUXIÈME TOUR ET LE BILAN DE SON ACTION POUR LA NORMANDIE, JEUDI 30 AVRIL 1981.

30 AVRIL 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames, mesdemoiselle, messieurs, mes chers amis, vous qui, en Seine-Maritime, participez au soutien et au développement de mon action, je veux d'abord vous rappeler que les Françaises et les Français m'ont placé en tête de tous les candidats, avec 8200000 suffrages, malgré l'usure bien connue du pouvoir et malgré l'ouragan des critiques £ je vous adresse donc 8200000 remerciements.

- Vous avez maintenant une décision grave à prendre puisque, comme on le rappelait à l'instant, elle engage pour sept ans l'avenir de la France. Cette décision doit être prise dans la clarté. Les électeurs ont donc droit au débat démocratique entre les 2 candidats. C'est pourquoi j'ai dit que j'accepterai tout face à face à la date proposée comportant une discussion directe entre les 2 candidats, comme unique condition : l'égalité du temps de parole. C'est le face à face dont chaque téléspectateur et téléspectatrice connaît depuis toujours la pratique, et donc pas de ruse et pas d'artifice : un dialogue direct qui n'a besoin ni d'avocat pour en régler la procédure, ni d'intermédiaire pour s'interposer entre les candidats, un vrai dialogue républicain entre les 2 candidats £ je viens d'en confirmer par écrit la proposition, et le texte de ma lettre va être rendu public, car ce qui importe c'est la clarté. Ne vous y trompez pas, ce qui est en question dans cette élection, ce n'est pas seulement la désignation du Président de la République, ce n'est pas, comme je l'ai dit à l'ouverture de la campagne, mon sort personnel, qui n'a pas beaucoup d'importance, ni pour vous ni - croyez-le - pour moi, c'est le sort de la France.\

Nous vivons dans un monde difficile et dangereux, ne l'oubliez pas. L'élection du candidat de l'opposition `François Mitterrand` entraînerait 3 conséquences pour vous.

- - 1ère conséquence : la dissolution de l'Assemblée, c'est-à-dire de nouvelles élections en juin et en juillet prochains, c'est-à-dire un inutile désordre politique. Pendant sept ans j'ai évité cette dissolution, j'ai évité toute crise politique et, regardez le geste symbolique, dans le 1er mois du septennat vous auriez une dissolution et une crise politique. Or, la France ne peut pas attendre d'être gouvernée.

- - 2ème conséquence : le gâchis économique et social. Je parle ici dans une région réaliste, je reviendrai tout à l'heure sur les problèmes de la Normandie : tous les efforts des Français nous portent au 1er rang dans le monde £ avez-vous noté, par exemple, quelque chose que presque personne n'a souligné, que le niveau de consommation individuelle des Françaises et des Français vient de dépasser le niveau de consommation individuelle des Américaines et des Américains. Le savez-vous ? Rappelez-vous les années 1945, au Havre et en Normandie, dans vos villes détruites, rappelez-vous ce qu'était à l'époque le sentiment d'admiration et d'envie vis-à-vis de la prospérité ou de la richesse américaine ! Eh bien, nous avons dépassé, sur-le-plan de notre consommation individuelle, celle des Américaines et celle des Américains ! Voilà ce que nous avons été capables de faire. Or, tous ces efforts des Français seraient ruinés en quelques mois. Les promesses électorales qui vous ont été faites, et que j'ai entendu récemment confirmer de mes propres oreilles, entraîneront automatiquement l'augmentation des charges sociales et des impôts, et le calcul qui a été fait par les services compétents du ministère des finances indiquent que ceci représenterait, en année normale, une augmentation de 6 points des cotisations de sécurité sociale des Français, 6 points de plus, pour les commerçants, pour les artisans, pour les agriculteurs et pour les salariés. Et les promesses budgétaires qui vous ont été faites représentent l'équivalent du triplement de l'impôt sur le revenu. Alors, naturellement, on vous le cachera £ on dira : "Ce seront d'autres qui paieront", mais vous savez bien, finalement, que tous les déficits doivent être payés par quelqu'un, et celui qu'on vous propose représente l'équivalent du triplement de l'impôt sur le revenu, avec pour prime, pour les agriculteurs, du rétablissement inévitable des montants compensatoires monétaires au-cours de l'été prochain £ ces montants compensatoires monétaires qu'on nous a demandé de faire disparaître, et pour lesquels nous nous sommes battus, vous le savez, ils seraient rétablis. Et tout ceci, c'est le contraire de ce que les Françaises et les Français réclament ! Alors, je pose la question : devant des désordres de cette -nature, quelle entreprise investira en France ?

Quelle entreprise embauchera ? Ainsi, vous aurez à la fois le désordre politique, le gâchis économique et social, et loin de voir la situation s'améliorer, vous la verrez se dégrader. La France redeviendra, avant la fin de 1981, l'homme malade de l'Europe.

- Certains s'imaginent encore...

-- Si c'est tout ce que vous avez comme argument à dire ... je n'ai jamais considéré que la grossièreté pouvait tenir lieu de pensée politique !...

- ... Les Français croient toujours qu'ils sont protégés, - c'est une de leurs idées - et qu'ils peuvent prendre certains risques sans en subir les conséquences. Or, dans le monde actuel, ne vous trompez pas : vous n'êtes pas protégés. Vous n'êtes pas protégés, ni vis-à-vis des périls politiques, en Afrique, en Europe ou ailleurs, ni devant la concurrence internationale qui peut venir dévaster des secteurs entiers de notre économie nationale.\

Et mon autre observation, c'est que l'héritage institutionnel du Général de Gaulle, qui a donné à la France stabilité et autorité, ne peut, dans cette compétition, être assuré que par moi, et non par son adversaire du premier jour, qui l'a combattu et insulté, comme vous venez de le faire et qui annonce d'ailleurs qu'il dissoudra, le lendemain, la majorité que vous avez pourtant élue légitimement et qui est présente aujourd'hui tout entière à cette tribune ! Le 1er tour est fini. Je représente aujourd'hui toutes celles et tous ceux qui n'appartiennent pas aux familles marxistes & je suis, vous le savez, un libéral. J'ai dit qu'il était normal qu'il y ait différents candidats au 1er tour. Je ne fais grief à personne de les avoir soutenus ou d'avoir voté pour eux & je ne reprocherai jamais à quiconque sa fidélité, et même au fond de moi-même je l'en féliciterai, mais puisque le 1er tour est fini, oublions nos défauts nationaux qui nous ont coûté si cher dans le passé, effaçons sans arrière pensée nos divisions et nos rancunes. La famille gaulliste, monsieur le député Fosset - M. le député Rufenacht vient de le rappeler - est l'un des grands courants permanents de la politique française. Elle a toujours servi la France, dans la guerre comme dans la paix & c'est pourquoi j'ai besoin de son -concours actif pour assurer le maintien des institutions de la Vème République. La Vème République repose, ne vous y trompez pas, sur l'existence et sur l'union des familles majoritaires. La désunion entre elles serait la fin des institutions de la Vème République. Or, personne et aucun de nous n'en veut ! C'est pourquoi je propose à toutes celles et à tous ceux qui refusent la voie marxiste, et qui comprennent donc à la fois tous ceux qui ont voté pour la majorité en 1978 et aussi tous ceux qui refusent les conséquences de la dissolution et du gâchis économique, je leur propose la ligne suivante : examiner ensemble, après l'élection, dans une sorte d'Etats généraux de la majorité, que je demanderai au nouveau gouvernement de réunir, les enseignements à tirer de la campagne, et de les traduire dans l'action en ce qui concerne l'emploi des jeunes, la libération de l'initiative et des forces productives, et le réexamen de certaines charges qui pèsent lourd sur l'activité économique de notre pays.\

A ceux qui disent : "davantage d'Etat", je réponds "moins d'Etat", et je crois que dans le choix en profondeur, le choix historique de la France, il y a le chemin vers davantage d'Etat, d'interventions, de contrôles, de réglementations que propose mon concurrent `François Mitterrand` et il y a, au contraire, le choix vers moins d'Etat, plus de liberté, plus d'initiatives, plus de responsabilités, qui est la direction dans laquelle je veux orienter la France. C'est d'ailleurs, vous le savez, à l'heure actuelle la tendance universelle dans le monde.

- Au-cours de la campagne, les Françaises et les Français se sont clairement prononcés contre l'extension de la bureaucratie et pour le développement de la responsabilité individuelle. Jacques Chirac a développé ce thème, je dis qu'il a eu raison de le faire... Nous devons lutter contre une sorte de socialisme rampant, qui se traduit pour les personnes comme pour les entreprises par un excès de réglementations et de charges, mais, pour lutter contre le socialisme rampant, il ne faut pas ouvrir le chemin au socialisme triomphant !\

Je proposerai une série d'allègements des charges héritées du passé, parce que nous sommes un pays dans lequel nous conservons trop de vieux contentieux, trop de vieilles dettes que nous devrions, pour certaines, alléger et, pour d'autres, effacer, afin de permettre à de nombreux travailleurs, notamment des travailleurs individuels, de remettre le compteur à zéro et de pouvoir partir sur des bases assainies et débarrassées des fardeaux du passé.

- Il faut ensuite poursuivre notre effort d'indépendance énergétique pour nous libérer de l'effet des

cnocs pétroliers successifs et pour pouvoir ainsi accentuer notre croissance économique et notre activité à partir de nos ressources nationales.

- Il faut ensuite investir à nouveau dans la grande, dans la moyenne et dans la petite entreprise, comme le grand emprunt franco-allemand va permettre de le faire.

- Il faut maintenir notre effort de solidarité envers les personnes âgées, envers les familles, envers les handicapés, envers les femmes seules qui doivent faire face aux charges de l'éducation de leurs jeunes enfants, envers les travailleurs manuels qui sont l'infanterie de l'économie française et qui ont droit à une juste rémunération, et aussi, à la considération de leur rôle dans la société.

Il faut ensuite offrir un emploi ou un poste de formation à tous les jeunes qui se présentent sur le marché du travail. J'en ai pris l'engagement et, de même que j'ai tenu de 1974 à 1980 l'engagement en faveur des personnes âgées, de même je tiendrai de 1981 à 1988, si vous m'élevez, l'engagement vis-à-vis des jeunes.

- Vous avez vu que dans cette campagne, je suis celui que la jeunesse a soutenu. J'avais pourtant le lourd handicap à ses yeux d'avoir porté pendant sept ans les charges du pouvoir en période de crise, très lourd handicap, et on aurait pu imaginer que ce seraient d'autres candidats parmi les 10, qui auraient pu apparaître comme des éléments novateurs vis-à-vis de la jeunesse française. Pas du tout, la jeunesse française, le scrutin l'a démontré, cette jeunesse à laquelle j'avais fait confiance en abaissant l'âge électoral - ce que personne n'avait fait avant moi et voyez, je l'ai même abaissé tellement bas que cette petite fille applaudit à tout rompre, enfin, elle ne s'en servira qu'un peu plus tard - m'a soutenu. Cette jeunesse française, c'est elle qui porte le flambeau et les lumières de l'avenir et nous ne pouvons pas la laisser entrer dans la vie par la porte étroite et amère du chômage.

- C'est pourquoi nous devons être capables, au cours des prochaines années, de créer pour elle autant d'emplois et de postes de formation qu'il y aura de jeunes qui arriveront sur le marché du travail et c'est la raison pour laquelle, si je suis élu, les premiers textes qui seront proposés à l'Assemblée Nationale, que nous n'aurons pas besoin de dissoudre et qui se réunira tout de suite pour travailler, seront des textes qui concerneront l'emploi et, notamment, l'emploi des jeunes.

Il faut ensuite continuer l'effort de sécurité de la France. N'oubliez pas, au moment de voter, que nous vivons dans un monde, je l'ai dit tout à l'heure, dangereux et que les pays faibles sont à la disposition des autres. Nous avons réussi, grâce à un effort qui avait été commencé avant moi mais que j'ai poursuivi et accentué, à devenir la troisième puissance militaire du monde, nous qui sommes un pays pacifique. Eh bien, je maintiendrai cet effort de défense pour que les Françaises et les Français aient le sentiment de pouvoir vivre enfin en sécurité. Lorsqu'on écrira l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle, on dira sans aucun doute que les grands malheurs de la France ont été les guerres successives qui ont tué ses enfants, décimé des familles, ruiné son économie et ses villes, et si nous pouvions garder la France en paix pendant une longue période, je suis sûr que la France deviendrait un pays de pointe du monde. C'est pourquoi, si je suis élu Président de la République, je continuerai de me battre pour la paix. Et je maintiendrai l'influence dans le monde, par la poursuite du dialogue au plus haut niveau, avec ceux dont dépendent les décisions qui détermineront la guerre ou la paix dans le monde. Voilà ce que j'ambitionne de faire pour la France avec vous.

Et maintenant, parlons de la Normandie. Je suis très heureux de vous retrouver dans cette salle qui, d'ailleurs, est transformée depuis la dernière fois. Nous étions sur une petite scène, vous vous en souvenez très bien, il y avait d'ailleurs beaucoup moins de monde, mais je vous regardais, avec vos visages caractéristiques de cette belle et grande province, ces Normands que je suis heureux de rencontrer chez eux, après les avoir retrouvés souvent le soir dans mes lectures de l'Elysée.

- On me dit : ce septennat nouveau, en quoi différera-t-il du premier ? Ma réponse, vous la connaissez, c'est l'image de la fusée ou l'image de la maison. La fusée, vous l'avez vue partir. Il y avait la fusée porteuse et puis il y avait la navette. La fusée porteuse, c'était le premier septennat et la navette, ce sera le second septennat. D'ailleurs, j'y reviendrai dans une autre circonstance, peut-être aurons-nous à décider au cours du prochain septennat, d'entreprendre la construction d'une navette spatiale française. Le premier septennat a mis l'accent sur les grandes infrastructures de communication, celles dont étaient encore privés notre pays et votre région : quand je dis "région", je pense à la fois à la Haute-Normandie et à la Basse-Normandie, par exemple, la mise en service du port pétrolier d'Antifer, l'extension du port du Havre. les travaux qui se poursuivent. monsieur le maire. dans le chenal d'accès

au port de Rouen. Je pense aussi à l'achèvement de l'autoroute de l'Ouest jusqu'à Caen et jusqu'au Havre. L'effort doit porter maintenant sur un certain nombre d'axes nord-sud ou d'axes de contournement de la région parisienne, et je pense en-particulier à l'axe nord-sud Evreux - Rouen - Amiens. Quatre chantiers seront engagés cette année sur cette grande liaison majeure, et je pense aussi à l'axe qui intéresse le sud de la Haute et de la Basse-Normandie : Rouen - Alençon - Orléans - Tours, qui doit devenir une des grandes rocadés françaises.

- Je rappelle le progrès sans précédent réalisé en-matière de télécommunications : près de 3 milliards d'investissement pour votre seule région. En 1974, il fallait plus d'un an pour obtenir le téléphone. Aujourd'hui, en moyenne, il faut moins de trois mois, et je vous donne le conseil suivant : quand, demain matin, vous aurez à téléphoner à l'un de vos amis ou à l'un de vos voisins, ou dans l'exercice de votre activité professionnelle, recherchez un annuaire de 1974 et comparez, commune par commune, le nombre des abonnés dans chacune des villes ou des villages de Normandie, vous verrez la différence. Quant au septennat nouveau, il a déjà commencé pour la Haute-Normandie. Comme le faisait à la télévision - vous avez dû le voir à la télévision avant-hier - le Président Reagan, je vous dirai très simplement la vérité, il ne faut pas la farder aux citoyens d'un grand pays, à quoi cela sert-il ? Je sais que la Normandie est une des régions qui souffrent le plus de la crise et je le sais parce que vos représentants me l'ont dit. Le président du conseil régional, mon ami Bettencourt, le président Lecanuet sont venus à plusieurs reprises, cet automne, m'alerter sur les difficultés économiques de la Normandie. Ils sont allés s'en entretenir avec le Premier ministre qui a reçu les représentants de la région, et nous avons pris 3 décisions qui correspondaient d'ailleurs à leurs demandes :

- Priorité à la formation : dans une région où le nombre de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens reste insuffisant, les lycées de la région normande seront modernisés et étendus. A cette fin, les crédits de la Haute-Normandie pour l'équipement des établissements du second degré, seront sensiblement accrus dans le projet de budget pour 1982. La Haute-Normandie sera l'une des régions-pilotes pour l'utilisation de mini-ordinateurs dans les établissements scolaires, afin de préparer dès l'éducation les jeunes Normands aux technologies du futur. Priorité à la recherche et à l'innovation : la Haute-Normandie n'a pas bénéficié suffisamment de l'effort général de décentralisation de nos grands établissements de recherche et donc, certains d'entre eux, devront être décentralisés dans votre région.

Troisième priorité, c'est toujours celle que vos élus nous avaient présentée : priorité à l'énergie nationale. Grâce aux centrales nucléaires de Paluel et de Paly la Normandie produira en 1990 plus de 10 % de l'énergie électrique française, et elle pourra ainsi assurer à votre région les tarifs préférentiels d'électricité que nous mettrons progressivement en service dans des zones larges autour des nouvelles centrales, en-particulier pour les industries, les commerces et les artisans qui travaillent ou qui viendront s'installer dans ces zones, qui bénéficieront ainsi d'un tarif d'électricité inférieur de 50 % au tarif en vigueur en Allemagne fédérale. Cela veut dire que les industries locales, après avoir souffert de la rareté et du prix de l'énergie, auront au contraire un avantage concurrentiel leur permettant de se développer et de créer des emplois.

- Pour planter un arbre, et vous avez de superbes forêts, il faut une graine, de la terre et de l'eau. De même, pour faire grandir une industrie de pointe, il faut une main d'oeuvre de haute qualité, que l'on va former en Normandie, il faut une énergie à bon marché, et vous l'aurez, il faut des communications faciles avec les grands marchés mondiaux. Je souhaite qu'on puisse dire au-cours du septennat nouveau que les deux septennats successifs auront apporté à la Normandie la graine, la terre et l'eau qui feront pousser les industries nouvelles et qui aboutiront à la création d'emplois. J'ai parlé ici, messieurs les ministres, de la Haute-Normandie. Je n'oublie pas, bien entendu, les problèmes de la Basse-Normandie et j'aurai certainement l'occasion de m'expliquer sur ces problèmes au-cours du reste de ma campagne.

Je voudrais vous parler de l'agriculture. Il y a sept ans, d'ailleurs presque jour pour jour à Yvetot, où il faisait, d'ailleurs, un temps normand, je ne sais pas si vous vous souvenez, j'étais également venu en hélicoptère, on s'était un peu perdu, on avait tourné dans la région, enfin on avait fini par trouver Yvetot et j'avais exposé mes grandes options pour l'agriculture française. On m'a mis en garde, on m'a dit : les agriculteurs Normands ont de la mémoire, méfiez-vous, ils se souviennent du discours d'Yvetot ! Eh

bien, les Auvergnats aussi ont de la mémoire, je m'en souviens et je m'en suis souvenu au-cours de ce long chemin des 2557 jours de mon septennat !

- Quels étaient, en effet, les points essentiels de ce discours d'Yvetot ? C'était d'abord le choix en faveur des exploitations familiales à responsabilité personnelle. Engagement tenu. Toute la politique agricole du septennat est fondée sur l'exploitation familiale £ ce modèle qui est le modèle français a été confirmé au centre de la loi d'orientation agricole qui a été votée par tous les parlementaires de la majorité, en Normandie et, d'ailleurs, dans le reste de la France.\

Deuxième point : le renforcement des interprofessions. Engagement tenu. Vous connaissez la loi de 1975 et la loi d'orientation agricole en faveur de ce mode d'organisation. L'organisation du marché de la viande. Engagement tenu grâce à l'Office de la viande et à l'amélioration des règlements communautaires sur la viande bovine. Je reviendrai tout à l'heure sur le problème des prix. Le renforcement des industries agricoles et alimentaires. Engagement tenu. Un secrétariat d'Etat a été créé pour conduire cette politique. Un agriculteur et non un technocrate a été placé à sa tête, et je peux vous dire que pour les trois premiers mois de l'année, le montant des exportations agricoles françaises a dépassé 7 milliards de francs, en trois mois, ce qui représentera, si nous poursuivons tout au long de l'année, un record absolu d'exportations de notre secteur agricole.\

L'accroissement des prestations sociales et un effort de modernisation et de modération des cotisations par un effort de solidarité. Certes, les cotisations ont augmenté, je le sais, mais vous savez aussi que l'effort de solidarité a été maintenu et que la part de l'apport national dans le budget de l'agriculture a été maintenue tout au long du septennat. Je vous rappelle aussi que les retraites agricoles ont triplé pendant le septennat, et je vous rappelle que les femmes d'agriculteurs qui n'avaient pas de droits propres à la retraite, qui n'avaient que le droit d'hériter de leur mari, ont acquis un droit individuel à la retraite au-cours du septennat.\

Enfin, en dépit de toutes les difficultés que nous avons connues, que vous avez connues, le maintien du revenu a été globalement assuré £ je dis "globalement" £ il faut d'abord savoir, et vos élus peuvent vous le dire, que nous sommes le seul pays d'Europe qui a réussi à le faire. Si vous regardez les chiffres du revenu agricole en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas, en Belgique, pour 1980, vous constatez une forte baisse du revenu agricole. Nous avons maintenu globalement le revenu agricole, et, d'ailleurs, les organisations agricoles, très loyalement, l'ont reconnu.

- Mais cette situation globale recouvre des situations particulières, et notamment je connais la situation moins favorable des éleveurs normands. A ce sujet, j'ai appris que les négociations entre les éleveurs, les industriels et les distributeurs sur le prix de vente du lait, n'ont pas encore abouti. Or, je le dis clairement, ce retard n'est pas admissible.\

Nous avons fait aboutir la négociation sur les prix £ nous avons fixé au début d'avril la revalorisation du prix des produits laitiers et des produits animaux £ il faut que ceci soit répercuté sans retard au niveau des éleveurs car nous nous sommes battus à Bruxelles pour que ce soient les éleveurs qui voient leurs revenus majorés. Ce matin même, le ministre de l'agriculture a obtenu l'accord des grands circuits de distribution pour répercuter ces hausses dans les prix de distribution, et je ne doute pas que cet accord soit rapidement suivi de celui des industriels et des coopératives. Je connais également les problèmes que rencontrent les éleveurs pour l'évaluation fiscale de la valeur de leur bétail. Ce problème devra trouver une solution dans la prochaine loi de finances.

- Le 26 avril, les agriculteurs normands ont renouvelé leur confiance à la majorité, et peut-être se disent-ils : d'autres catégories ont émis des votes d'avertissement ou d'insatisfaction, et nous ? Eh bien, je tiens à dire aux agriculteurs que le vote qu'ils ont émis, le 26 avril, je ne l'oublierai jamais. Je sais qu'à la fidélité qu'ils ont manifestée devra répondre ma propre fidélité, et, puisque le monde rural français fait passer les considérations nationales au premier rang de ses préoccupations, je n'oublierai pas dans la politique du septennat, ce qui doit être fait pour soutenir notre agriculture.

- Ce vote de confiance comportait aussi un message. Il a été exprimé en Haute-Normandie £ il a été exprimé en Basse-Normandie, dans des régions qui mènent à peu près la même politique agricole que la vôtre - je pense en-particulier à la Manche. Ce message, je l'ai entendu comme un cri d'appel : nous ne voulons pas devenir des assistés, nous voulons vivre libres et dignes, en vendant nos produits, c'est-à-dire notre lait, notre viande, nos céréales à un prix rémunérateur.

- A ce cri d'appel je réponds : oui, plus que jamais la France a besoin d'une agriculture forte £ oui, l'agriculture a besoin de prix justes £ oui, nous avons choisi de fonder notre progrès agricole sur l'exploitation familiale £ elle doit donc pouvoir être fiable. S'il y a des règlements à Paris ou à Bruxelles `CEE` qui empêchent le progrès de notre agriculture, ce sont les règlements qu'il faut changer, et ce n'est pas notre agriculture qu'il faut changer.\

Nous avons refusé ensemble l'agriculture des grandes concentrations, l'agriculture des sociétés anonymes, l'agriculture des offices. Ensemble, nous refuserons l'agriculture des technocrates. Nous refuserons aussi les offices fonciers cantonaux qui sont toujours dans le programme actuel de l'opposition, qui rendrait ces offices, mesdames et messieurs les Normands, maîtres de l'affectation de vos terres auxquelles vous êtes attachés plus que quiconque.

- A l'opposition socialiste et communiste qui ose nous parler d'agriculture, je voudrais conseiller de voir ce qui se passe dans le port de Rouen, dont vous pouvez être facilement les témoins, et de consulter, si M. le maire y consent, les archives de ce port. En 1980, une centaine de bateaux ont quitté Rouen chargés de blé français pour la Pologne, car ce sont les agriculteurs français, ce sont les exploitations familiales françaises qui sauvent les Polonais de la pénurie alimentaire. Or, aux alentours des années 1700 le port de commerce de Rouen a dû également sa prospérité au commerce avec la Pologne, mais, à l'époque, des bateaux amenaient à Rouen le blé polonais pour nourrir les Français. Ce blé était moissonné dans la région de Dantzig, de Gdansk qui était, à l'époque, le grand grenier à blé d'Europe et qui l'est resté jusqu'à la dernière guerre.

- Voyez le renversement de l'histoire. Nous faisons confiance à l'exploitation familiale, à la capacité, à la liberté, à l'initiative de nos agriculteurs. Nous nourrissons les Polonais et les Polonais, hélas, ont emprunté la voie du socialisme agricole et ils ont besoin de notre concours pour assurer leur survie alimentaire. Voilà ce que le socialisme apporte à l'agriculture.\

Je ne voudrais pas quitter les problèmes de la Normandie sans vous parler des hommes d'Etat normands.

- La Normandie a toujours apporté une contribution à la vie politique nationale. J'ai eu des prédécesseurs, Présidents de la République, qui venaient du Havre, et j'ai tenu à ce que dans les gouvernements du septennat la Normandie soit représentée par des hommes d'Etat de grand talent et qui ont exercé, vous le savez, de hautes responsabilités. Je pense bien entendu à mon ami Jean Lecanuet, qui s'est attaché à la modernisation et à la réforme nécessaire de notre appareil judiciaire français, et quand je dis "mon ami Jean Lecanuet", je n'emploie pas un mot galvaudé par la politique, parce qu'on appelle "amis" toutes sortes de gens..."Ah ! mon cher ami..." Ca n'est pas du tout cela, dans les -rapports que nous avons gardés depuis 1974, dans les heures faciles et aussi dans les heures difficiles ! Rappelez-vous l'angoisse qui précédait, par exemple, les élections de 1978, quand tout indiquait que le programme commun allait l'emporter ! J'ai toujours trouvé réconfort et encouragement auprès de mon ami Lecanuet. Antoine Rufenacht a participé à l'action gouvernementale en contribuant à trouver des formules pour accélérer le développement économique et, en-particulier, le développement industriel français. Je suis sûr que son jeune et grand talent qui s'exerce au profit de la ville du Havre continuera d'apporter une contribution éminente aux hautes instances de la vie nationale et ceci est vrai de la Basse-Normandie.\

Je ne veux pas distribuer des compliments, des récompenses, mais j'ai derrière moi - ce n'est pas courtois de leur tourner le dos de la sorte, mais je ne peux pas à la fois vous parler et les regarder... - Michel d'Ornano qui, pendant le septennat a eu la charge de deux problèmes : - au début, c'est lui qui a donné l'impulsion à notre programme énergétique, c'est lui qui l'a fait accepter par les élus locaux, par la population et qui fait que ce programme a pu se dérouler sans secousse grave et sans incompréhension de la part de l'opinion publique, et ensuite il a contribué à un effort que j'estimais fondamental, qui était de répondre à une des aspirations des Français, qui est d'avoir une maison individuelle. Les technocrates, depuis 1945 empoisonnaient les Français avec leurs préférences pour les grands ensembles, pour les HLM inhumains, pour ces ensembles monstrueux dans lesquels la vie individuelle se dissout et dans lesquels, hélas, la délinquance des jeunes s'accroît. Nous avons donné la priorité à la maison individuelle £ désormais, sur 3 logements construits en France, il y a 2 maisons individuelles. Cet effort devra être poursuivi.

- Et Olivier Stirn. qui parcourt le monde pour soutenir l'action du ministre des affaires étrangères et qui

... et enfin, qui parcourent le monde pour soutenir l'action du ministre des affaires étrangères et qui apporte, je dois le dire, beaucoup d'habileté, beaucoup de finesse au développement de notre action diplomatique. Il y a eu, il y aura d'autres hommes d'Etat de Normandie, et je souhaite que vous continuiez d'apporter à la majorité votre soutien puissant et fidèle, et vous voyez qu'il en est tenu compte, il en sera tenu compte dans la poursuite de notre vie nationale.\

Mon ambition, pour la France, ce n'est pas une ambition personnelle et je préfère presque la campagne à l'exercice de mes fonctions parce que, lorsque je suis à l'Elysée, vous me voyez enfermé et vous croyez que je suis loin de vous, alors que lorsqu'il y a campagne je peux venir vers vous librement, je peux vous parler sur un autre ton, je peux vous dire des choses qu'il est plus difficile de dire autrement, mon ambition n'est plus une ambition personnelle. J'ai été élu, grâce à vous, en 1974, le plus jeune Président de la République française, c'est vrai, mais je ne recommencerais pas et donc lorsque je pense à cette campagne, je pense au sort de la France, sort de la France bien entendu que j'ai l'ambition de continuer à servir, mais quelle France ?

- Je voudrais ne plus voir cette France déchirée et divisée, cette France inquiète, cette France pessimiste que nous avons vue pendant l'automne de 1980 et tout le début de 1981 doutant d'elle-même, doutant de son avenir, inquiète. Je voudrais que nous puissions faire de la France une nation forte et paisible, une nation où, finalement, les -rapports entre les groupes, entre les individus aient plus de chaleur, plus d'humanité, plus de simplicité. Vous avez d'ailleurs remarqué que c'est un des résultats de cette campagne. Je vois deux images de la France 1974 - 1981. La société française de 1981, j'en prends à témoin ceux qui sont sur cette tribune, est plus simple, elle est plus fraternelle, elle est plus démocratique qu'elle ne l'était en 1974. Nous avons progressé dans cette voie, nous allons continuer de le faire. Je souhaite, en même temps, que cette France incarne des idées généreuses, que ce ne soit pas une France repliée sur quelques intérêts ou quelques égoïsmes bien qu'il faille tenir compte, naturellement, de la situation ou des difficultés de chacun, mais que la France garde sa tradition de générosité et d'ouverture sur le monde. Nous ne sommes pas un petit pays égoïste. Nous sommes un des grands pays du monde, capable et généreux, et c'est cela que je veux continuer de faire avec vous. C'est à mes yeux, le seul choix possible pour la France. Tout autre choix serait un désastre pour elle et pour vous.

- C'est pourquoi ce choix, nous allons le faire ensemble, et je vous redis mon espoir de la campagne : "à une France rassemblée, rien d'impossible " Vive Yvetot ! Vive la Normandie ! Vive la France !\